

**ASSOCIATION FRANCE ACTIVE NOUVELLE AQUITAINE**

**90 Rue Malbec  
33 800 Bordeaux**

**Rapport du Commissaire aux Comptes  
Sur les Comptes Annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

**Sommaire**

*Rapport sur les comptes annuels  
Bilan, Compte de résultat, Annexe*

# Association FRANCE ACTIVE NOUVELLE AQUITAINE

90 Rue Malbec  
33 800 Bordeaux

## RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux Membres,

### Opinion

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FRANCE ACTIVE NOUVELLE AQUITAINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion

---

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

---

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Dépréciation des immobilisations financières » de l'annexe expose les règles relatives à la dépréciation des immobilisations financières. Dans le cadre de nos travaux et appréciations, nous nous sommes assurés de leur correcte évaluation.

## **Vérifications spécifiques**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration.

## **Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relative à l'audit des comptes annuels**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé

d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit légal des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Bordeaux, le 7 mai 2025

**SARL AUDITORIA**

Julien GROSSE

Commissaire aux Comptes

## **Annexe du rapport : description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✓ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✓ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✓ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✓ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✓ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Documents soumis au contrôle  
du commissaire aux comptes

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit					
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	4 176	3 047	1 128	2 172	
	Immobilisations incorporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL	4 176	3 047	1 128	2 172	
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels	400 240	217 363	182 877	197 159
Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes					
TOTAL	400 240	217 363	182 877	197 159		
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières <sup>(2)</sup>	Participations et créances rattachées	80 000		80 000	88 265	
	Autres titres immobilisés	280 516		280 516	694	
	Prêts	3 567 431	867 800	2 699 631	2 972 297	
	Autres	794 760	275 168	519 591	449 494	
	TOTAL	4 722 708	1 142 968	3 579 739	3 510 752	
	Total I	5 127 125	1 363 380	3 763 745	3 710 083	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances <sup>(3)</sup>	Créances clients, usagers et comptes rattachés	54 739		54 739	48 956
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	4 002 751	197 725	3 805 025	2 868 370
		TOTAL	4 057 490	197 725	3 859 765	2 917 327
	Divers	Valeurs mobilières de placement	239		239	271 795
		Instruments de trésorerie	4 665 180		4 665 180	
		Disponibilités	1 406 784		1 406 784	5 141 095
Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>		34 982		34 982	37 265	
Total II		10 164 676	197 725	9 966 950	8 367 483	
	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		15 291 801	1 561 105	13 730 696	12 077 567
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Documents soumis au contrôle  
du commissaire aux comptes

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	54 979	54 979
	Fonds propres complémentaires	740 854	756 238
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires	2 543 882	3 568 213
	Fonds propres complémentaires	7 139 094	4 681 715
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	644 739	644 739
	Report à nouveau	642 370	899 344
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-47 262	-272 358
Situation nette (sous-total)		11 718 658	10 332 872
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement		90 721	98 819
Provisions réglementées			
Total I		11 809 379	10 431 691
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	72 500	88 860
	Total II	72 500	88 860
Provisions	Provisions pour risques	78 054	54 204
	Provisions pour charges	58 484	63 076
	Total III	136 538	117 280
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>		
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>	6 373	6 373
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	431 008	484 304
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	421 267	361 728
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	509 906	28 289
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	343 722	559 039
	Total IV	1 712 277	1 439 735
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		13 730 696	12 077 567
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

# Documents soumis au contrôle du commissaire aux comptes

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	15 030	8 504
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	20 971	14 908
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 815 291	3 211 352
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	13 863	20 659
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	361 320	
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	316 099	195 187
	Utilisations des fonds dédiés	21 759	27 167
	Autres produits	208 806	624 659
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		3 773 142	4 102 437
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	826 023	783 060
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	164 949	162 853
	Salaires et traitements	1 876 072	1 683 007
	Charges sociales	683 445	624 047
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	31 078	31 850
	Dotations aux provisions	131 263	178 173
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	165 639	595 973
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		3 878 472	4 058 966
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-105 329	43 471



Documents soumis au contrôle  
du commissaire aux comptes

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	105 273	48 696
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	384 194	158 595
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		489 467	207 291
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	392 319	506 233
	Intérêts et charges assimilées	24 577	1 187
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		416 896	507 420
2. Résultat financier (III-IV)		72 570	-300 128
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-32 759	-256 657
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	11 217	33 023
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	11 217	33 023
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		6
	Sur opérations en capital	1 524	42 033
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	1 524	42 039
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		9 693	-9 016
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		24 197	6 685
Total des produits (I + III + V)		4 273 827	4 342 752
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		4 321 090	4 615 111
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-47 262	-272 358
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat		89 364	84 106
Total		89 364	84 106
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole		89 364	84 106
Total		89 364	84 106

Documents soumis au contrôle  
du commissaire aux comptes

ASS FRANCE ACTIVE NOUVELLE AQUITAINE

# Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/12/2024



Table des matières

Table des matières.....2

1. Principes et méthodes comptables .....3

2. Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat.....7

    2.1 Actif immobilisé.....7

    2.2 Actif circulant.....12

    2.4 Fonds propres.....13

    2.5 Provisions, fonds dédiés, autres passifs .....15

    2.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l’exercice .....18

    2.7 Rémunération des commissaires aux comptes.....20

3. Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan .....21

    3.1 Informations sur les dirigeants.....21

## 1. Principes et méthodes comptables

A partir du 1er janvier 2020, le règlement du comité de la réglementation n°99-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations a été remplacé par le nouveau règlement de l'Autorité des Normes Comptables 2018-06, qui modifient sensiblement la présentation des comptes annuels des associations.

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2024 sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables prévues par les textes légaux et réglementaires en France.

### **Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre**

France Active Nouvelle Aquitaine est une association qui a pour but de favoriser l'insertion sociale de personnes en difficultés d'accès à l'emploi par la création et la consolidation d'entreprises ou de structures d'utilités sociales ou solidaires porteuse d'emplois, en mobilisant des initiatives et des financements solidaires, sur le territoire de la région Nouvelle Aquitaine. Par son objet, l'association rejoint les principes énoncés dans la charte de réseau France Active.

Pour atteindre son objectif, France Active Nouvelle Aquitaine mobilise :

- Une force d'analyse et de conseil pour que les projets bénéficient d'une expertise économique et sociale et d'un suivi de leur évolution ;
- Les ressources nécessaires pour intervenir financièrement sur les projets ou entreprises tels qu'énumérés ci-dessus. Ces interventions, qu'il s'agisse d'octroi de garantie sur des prêts bancaires, d'apports en fonds propres, ou d'autres concours appropriés, ont pour vocation d'agir sur les besoins économiques de l'entreprise, non couverts par le milieu bancaire ou financier ;
- L'ensemble des acteurs intervenants en faveur de la création, du conseil et du suivi des entreprises, notamment la communauté bancaire.

Par souci d'efficacité et de complémentarité, elle associe à son action les partenaires tant publics que privés, tant institutionnels qu'opérationnels.

Pour déployer son action au plus proche des enjeux économiques et sociaux, France Active (FA) a créé avec les collectivités locales et ses partenaires un réseau de 35 associations territoriales, qui inscrivent son action dans tous les territoires : centre villes, quartiers politiques de la ville, zones rurales, territoires d'outre-mer etc. Les 650 salariés et les 2 500 bénévoles du réseau assurent l'activité de France Active au service des entrepreneurs. Ils accueillent et conseillent les entrepreneurs, décident d'accorder les financements et les accompagnent dans la durée.

Bien plus qu'un réseau dédié aux entrepreneurs, France Active veut constituer un véritable mouvement d'entrepreneurs engagés dont l'ambition est de bâtir une société plus solidaire.

La stratégie de réseau France Active s'articule autour de 4 axes : accompagner les entrepreneurs engagés, développer un environnement qui leur soit favorable, préparer l'économie solidaire de demain et finalement faire reconnaître la finance solidaire comme moteur de transformation de l'économie.

## Dépréciation des immobilisations financières :

### Provision pour garantie accordée dans le cadre de la souscription d'emprunts :

Dans le cadre des lignes de garantie FAG, une provision est constituée à hauteur de l'encours dégradé net des contres garanties BPI, pour la quote-part garantie par FANA. Le montant de cet encours dégradé net est transmis par France ACTIVE.

### Encours douteux ligne contrats d'apport associatif et contrats d'amorçage :

L'association accorde des prêts à des structures associatives. Les prêts sont remboursés sur une durée de 5 ans avec un différé de 12 mois pour les contrats moyen terme et sur une durée plus courte pour les contrats court terme. Afin de tenir compte d'un risque de non-recouvrement des sommes, une provision est constituée sur la base d'une cotation affectée par dossier et validée par le comité des risques.

Niveau de cotation	Provision
--------------------	-----------

1 :	0%
2 :	0%
3 :	30%
4 :	60%
5 :	100%

Seules sont exprimées les informations significatives.

## Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

### ANALYSE DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE :

L'association FRANCE ACTIVE NOUVELLE AQUITAINE héberge dans ses comptes des fonds avec droit de reprise servant à alimenter les lignes de contrats moyens terme (prêts à des associations tierces). Les associations territoriales réalisent tous les ans en fin d'exercice un état de suivi des structures accompagnées et provisionne la dépréciation des dossiers sur la base d'une estimation du risque de défaillance des associations bénéficiaires pouvant déboucher sur des difficultés de remboursements des Contrats court et moyen terme en place.

La constitution et la reprise des provisions pour dépréciation pèsent sur le résultat de l'exercice. De ce fait, afin d'assurer une parfaite transparence, le résultat de l'exercice est analysé en considérant qu'il correspond à deux catégories d'opérations :

- 1 - le résultat de la gestion administrative (fonctionnement),
- 2 - le résultat de la gestion des risques, étroitement lié à la variation des provisions pour dépréciations constituées sur les Contrats d'Apports Associatifs.

La somme algébrique de ces deux résultats forme le résultat net de l'exercice. Conformément aux directives du réseau FRANCE ACTIVE, les pertes provenant de la gestion des risques doivent être supportées par les ressources hébergées dans les Fonds Associatifs. Ainsi, tant que les défaillances provisionnées ne sont pas définitives, la quote-part du résultat net annuel provenant de cette gestion des risques est reportée et figure au bilan après affectation à la rubrique "résultats sous contrôle de tiers financeurs". Les pertes provenant des défaillances

# Documents soumis au contrôle du commissaire aux comptes

définitives sont portées en diminution d'un autre compte spécifique également sous la rubrique "résultats sous contrôle de tiers financeurs" du bilan après affectation.

De cette façon, à aucun moment, le coût de la gestion des risques liés aux outils financiers internes ne sera supporté par les partenaires soutenant l'association FRANCE ACTIVE NOUVELLE AQUITAINE au travers des subventions de fonctionnement attribuées.

Ces précisions conduisent à analyser le résultat net de l'exercice 2024 sous ces deux aspects :

La perte nette globale de (42 262,53 €) se décompose comme suit :

- 1- résultat de la gestion administrative : + 45 565,04 €
- 2- résultat de la gestion des risques outils financiers : (163 866,00 €)
- 3- résultat de la gestion de la garantie FAG : + 70 038,43 €

Sur l'exercice 2024, nous avons constatés des pertes à hauteur de 62 125 € à la suite de la liquidation judiciaire sur les outils financiers et une régularisation exceptionnelle de 1 000 € soit un impact de 61 125 €. Provisionnées intégralement à la fin de l'exercice précédent dans les comptes annuels, ces pertes n'impactent pas le résultat de l'exercice.

## Engagement hors bilan donnés liés aux lignes de garantie FAG :

Les garanties France active (FAG s'apparente à des opérations de cautions simples consenties par FAG aux établissements de crédits qui octroient des prêts aux usagers de FAN. Ce dispositif est abondé par les financeurs de FANA sous la forme de conventions d'apports.

Les relations contractuelles entre le financeurs et FANA relèvent de conventions d'apports :

- Les financeurs agissent en qualité de dépositaire de fonds dans les comptes de FANA ;
- FANA agit en qualité de gestionnaire de fonds pour le compte des financeurs.

Les relations contractuelles entre FANA et FAG relèvent des conventions et avenants de dépôts :

- FANA agit en qualité de dépositaire de fonds dans les comptes de FAG ;
- FAG agit en qualité de gestionnaire de fonds pour le compte de FANA ;

Ces lignes de garantie sont extinctives.

Au 31/12/2024, le montant total des en-cours net des contre-garanties BPI pour la quote-part garantie par FANA s'élève à 780 113,66 euros pour l'ensemble des lignes de garantie, dont 275 168,85 € d'en-cours ne dégradé.

L'en-cours net dégradé pour la quote-part garantie par FANA est déprécié à 100 % au 31/12/2024.

# Documents soumis au contrôle du commissaire aux comptes

## ANNEXE LIBRE

### Financements reçus par les partenaires

Les fonds associatifs avec droits de reprise enregistrent les apports des partenaires financiers versé dans le cadre des outils financiers internes.

Le montant global de ces apports est de 9 878 537,57 € (hors reports à nouveaux des pertes définitives sur prêts).

Il se décompose ainsi :

Désignation de la ligne	31/12/2024	31/12/2023
Contrat d'apports Associatifs des ex-associations territoriales	2 436 514,32	3 667 091,73
Contrat Fonds amorçage des ex-associations territoriales	94 742,54	196 948,18
Contrats d'apports Association - Prog d'Investissement Avenir	45 375,00	45 375,00
Dons Livrets Agir affectés	94 867,13	117 555,31
Produits de placements des fonds CAA réaffectés	44 330,73	44 330,73
Ligne Quartier Prioritaire de la ville Bordeaux Métropole	7 500,00	7 500,00
Lignes PRS	825 357,14	926 520,57
Lignes DASESS	171 536,42	532 000,00
Ligne Capitaux Patients	200 000,00	200 000,00
Ligne Avance Remboursable ARQP	29 500,00	29 500,00
Ligne Fonds de confiance	5 975,32	5 975,32
Ligne de trésorerie outils financiers - Court et Moyen Terme.	445 000,00	445 000,00
Ligne outils financiers - Court Terme	1 450 000,00	250 000,00
Ligne outils financiers - Court Terme - disponible	272 640,99	178 996,41
Ligne outils financiers - Moyen Terme	2 655 000,00	600 000,00
Ligne outils financiers - Moyen Terme - disponible	1 098 197,98	1 196 695,94
	<b>9 876 537,57</b>	<b>8 443 489,19</b>

Report à nouveau des pertes définitives sur prêts accordés : - 678 890 €

Montant des pertes définitives	9 876 537,57	8 443 489,19
reprise fusion	569 015,00	569 015,00
Année 2021	16 000,00	16 000,00
Année 2022	28 000,00	28 000,00
Année 2023	3 750,00	3 750,00
Année 2024	62 125,00	
<b>Dotations nettes des pertes</b>	<b>9 225 647,57</b>	<b>7 854 724,19</b>
	année 2024	année 2023

### Prêts accordés

# Documents soumis au contrôle du commissaire aux comptes

Le montant de l'encours sur les prêts consentis est de : 3 544 431,77 €

Il se décompose ainsi :

Prêts accordés		
Le montant de l'encours sur les prêts consentis est de		3 544 431,77 €
Encours sur Prêts Contrats d'Apports Associatifs :		944 269,23 €
* Montants versés sur l'exercice	0,00 €	
* Montants remboursés sur l'exercice	632 870,43 €	
* Perte sur défaillance des porteurs de projets	57 125,00 €	
Encours sur Prêts Fonds d'Amorçage :		10 000,00 €
* Montants versés sur l'exercice	0,00 €	
* Montants remboursés sur l'exercice	33 803,30 €	
* Perte sur défaillance des porteurs de projets	5 000,00 €	
Encours sur Prêts Programme d'Invest Avenir :		9 375,00 €
* Montants versés sur l'exercice	0,00 €	
* Montants remboursés sur l'exercice	0,00 €	
* Perte sur défaillance des porteurs de projets	0,00 €	
Encours sur Prêts Relève Solidaire :		225 000,00 €
* Montants versés sur l'exercice	0,00 €	
* Montants remboursés sur l'exercice	408 414,00 €	
* Perte sur défaillance des porteurs de projets	0,00 €	
Encours sur le DASESS :		52 500,00 €
* Montants versés sur l'exercice	0,00 €	
* Montants remboursés sur l'exercice	25 000,00 €	
* Perte sur défaillance des porteurs de projets	0,00 €	
Encours sur les Prêts CAA Capitaux Patients :		87 500,00 €
* Montants versés sur l'exercice	0,00 €	
* Montants remboursés sur l'exercice	0,00 €	
* Perte sur défaillance des porteurs de projets	0,00 €	
Encours sur la ligne Court Terme :		348 625,00 €
* Montants versés sur l'exercice	301 000,00 €	
* Montants remboursés sur l'exercice	89 375,00 €	
* Perte sur défaillance des porteurs de projets	0,00 €	
Encours sur la ligne Moyen Terme :		1 867 162,54 €
* Montants versés sur l'exercice	972 700,00 €	
* Montants remboursés sur l'exercice	192 037,46 €	
* Perte sur défaillance des porteurs de projets	0,00 €	



## 2. Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

### 2.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

# Documents soumis au contrôle du commissaire aux comptes

## 2.1.1. État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentati ons (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	4 176	-	-	-	4 176
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	2 107	-	-	-	2 107
	Install. générales, ag. Am. divers	259 051	-	-	-	259 051
	Matériel de transport	16 814	-	-	-	16 814
	Mat bur., informatique, mobilier	116 356	15 752	9 839	-	122 269
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	394 328	15 752	9 839	-	400 241
Immobilisations financières	Participations	88 265	-	-	8 265	80 000
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	695	280 402	579	-	280 517
	Prêts et autres immo. financières	4 556 636	1 187 158	1 381 602	-	4 362 192
	Total IV	4 645 596	1 467 560	1 382 182	8 265	4 722 709
Total général		5 044 100	1 483 312	1 392 021	8 265	5 127 126

# Documents soumis au contrôle du commissaire aux comptes

## 2.1.2. Amortissements de l'actif immobilisé

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Installations techniques : 5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- Installations générales, agencement et aménagements divers : 10 ans
- Matériel de transport : 4 à 5 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fins (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	2 004	1 044	-	3 048
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	1 448	140	-	1 588
	Install. générales, ag. Am. divers	89 517	13 738	-	103 256
	Matériel de transport	10 518	3 000	-	13 518
	Mat bur., informatique, mobilier	95 685	13 156	9 839	99 002
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	197 169	30 034	9 839	217 363
Total général		199 172	31 078	9 839	220 411

# Documents soumis au contrôle du commissaire aux comptes

## 2.1.3. Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	1 134 844	392 319	384 194	1 142 969
<b>TOTAL</b>	<b>1 134 844</b>	<b>392 319</b>	<b>384 194</b>	<b>1 142 969</b>

## 2.1.4. Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	2 004	1 044	-	-	-	3 048
Corporelles	197 169	30 034	-	9 839	-	217 363
<b>TOTAL</b>	<b>199 172</b>	<b>31 078</b>	<b>392 319</b>	<b>9 839</b>	<b>220 411</b>	<b>220 411</b>

2.2 Actif circulant

2.2.1. Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	-	-	-	-
Autres	287 935	102 764	192 973	197 726
TOTAL	287 935	102 764	192 973	197 726

2.2.2. Précisions sur d’autres créances significatives

2.2.3. Charges constatées d’avance et écarts de conversion d’actif

2.2.3.1. Charges constatées d’avance

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CCA			34 982		

## 2.4 Fonds propres

---

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

1. Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.
2. Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.
3. Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.
4. Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds propres avec ou sans droit de reprise.

Documents soumis au contrôle  
du commissaire aux comptes

2.4.1 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds propres, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	811 218	-	-	-	-	15 384	-	795 834
Fonds propres avec droit de reprise	8 249 929	-	-	1 433 048	-	-	-	9 682 978
Ecart de réévaluation	-			-		-		-
Réserves	644 739	-	-	-		-		644 739
Report à nouveau	899 345	-	-	-		256 975		642 370
Excédent ou déficit de l'exercice	-272 359	-	-	272 359	-	47 263	-	- 47 263
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	98 819			-		8 098		90 722
Provisions réglementées	-			-		-		-
TOTAL	10 431 692	-	-	1 705 407	-	327 720	-	11 809 380

# Documents soumis au contrôle du commissaire aux comptes

## 2.4.1. Provisions réglementées

Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin	Montant début
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

---

## 2.5 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

---

### 2.5.1. Provisions

1.

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	54 204	23 850		78 054
Provisions pour charges	63 077		4 592	58 485
TOTAL	117 284	23 850	4 592	136 539

Dont reprise provision pour engagement de retraite : 4 592 €



# Documents soumis au contrôle du commissaire aux comptes

## 2.5.2. Passifs non comptabilisés

### 2.5.3. Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont les rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard

Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs

#### 2.5.3.1. Subventions de fonctionnement

	A l'ouverture de l'exercice (19)	Reports (689)	Utilisation (789)		Transferts	A la clôture de l'exercice (19)	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices"
FSE Cap Amortage	51 462		16 500			34 962	
Banque Primes	7 875					7 875	7 875
Région NA / GIP	4 005	3 000	5 000			2 005	
DLA 2017 A 2020	22 718					22 718	22 718
Bristol Meyers	2 800	7 400	5 260			4 940	
TOTAL	88 860	10 400	26 760	-		72 500	30 593

# Documents soumis au contrôle du commissaire aux comptes

## 2.5.3.2. Précisions sur d'autres dettes

Les charges à payer sont constituées de :  
Fournisseurs, FNP : 133 398 €  
Personnel, Congés à payer : 130 624 €  
Organismes sociaux à payer : 46 564 €  
Personnel, Charges sur congés payés : 66 884 €  
Soit un total de 377 470 €

## 2.5.3.3. Produits constatés d'avance

Une subvention de fonctionnement accordée pour plusieurs exercices est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance ». Les produits constatés d'avance au 31 décembre 2024 sont de 343 722 €

## 2.5.3.4. Précisions sur les Produits à Recevoir

Les produits à recevoir sont constitués de :

Intérêts courus/créance FAG FAL : 21 227 €

Fournisseurs AAR : 5 495 €

Soit un total de 26 722 €

# Documents soumis au contrôle du commissaire aux comptes

## 2.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

État des créances		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
De l'actif immobilisé	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	3 567 432		3 567 432
	Autres	-		
De l'actif circulant	Créances Clients et Comptes rattachés	54 739	54 739	
	Autres	3 519 135	3 519 135	
Charges constatées d'avance		34 982	34 982	
TOTAL		7 176 288	3 608 856	3 567 432

Prêts Accordés en cours d'exercice	1 273 700
Remboursements obtenus en cours d'exercice	1 381 500

# Documents soumis au contrôle du commissaire aux comptes

État des dettes		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		6 373	6 373		
Fournisseurs et comptes rattachés		431 008	431 008		
Dettes fiscales et sociales		421 268	421 268		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		509 906	509 906		
Produits constatés d'avance		343 722	343 722		
TOTAL		1 712 277	1 712 277		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

# Documents soumis au contrôle du commissaire aux comptes

## 2.7 Rémunération des commissaires aux comptes

	Hono certification des comptes	Honoraires autres prestations
Commissaire aux comptes titulaires	7 600 €	
Commissaire au coptes suppléant		
TOTAL	7 600 €	

### 3. Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

---

#### 3.1 Informations sur les dirigeants

---

Rémunérations allouées aux dirigeants
Les cinq plus hauts cadre dirigeants sont bénévoles (Président, trois-Vice-présidents et Trésoriers) et ne perçoivent aucune rémunération ni aucun avantage en nature

# Documents soumis au contrôle du commissaire aux comptes

## 3.1.1. Les engagements de retraites et avantages assimilés (engagements non comptabilisés en provision)

Compte tenu du personnel présent au 31 décembre 2024, les engagements de retraite de l'association en matière d'indemnités de fin de carrière ont été évalués conformément à la méthode préférentielle en tenant compte de différents coefficients d'atténuation.

Le montant de notre engagement total correspondant s'élève respectivement à 44485 € au 31 décembre 2024 / 49 077 € au 31 décembre 2023.

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : entre 60 et 67 ans
- Taux d'actualisation : 3,35 %
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1%
- Concernant l'appréciation de la probabilité d'être présent dans l'entité à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise,
- Pour la prise en compte de la probabilité de turnover,
  - Des Statistiques propres : turn-over faible
- Pour la prise en compte du risque de mortalité,
- Le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles de l'Insee distinctes hommes/femmes.
- Le % de cotisations/contribution sociales « patronales » probable retenu à payer sur ces indemnités est 50 %.